

Nourrir l'Avenir

Numéro 27

Octobre 2011

Vingt-cinquième anniversaire

Une transformation sur fond de legs historique

À Bamako au Mali, en 2006, l'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA) a marqué le 20^e anniversaire de l'initiative agricole Sasakawa-Global 2000 (SG 2000) en Afrique. Le Prix Nobel de la Paix Norman Borlaug, Président de la SAA, qui s'exprimait alors en Afrique pour la dernière fois, a exhorté son public « à ne pas attendre les conditions idéales ou la variété de semences parfaite. Servez-vous de ce que vous avez à portée de main – et jetez-vous à l'eau ! » Norman Borlaug nous quittait en septembre 2009.

Le mécène japonais Ryoichi Sasakawa, Norman Borlaug, et l'ancien Président des États-Unis Jimmy Carter, avaient fondé l'initiative agricole africaine en 1986. Deux organisations s'étaient alliées. L'Association Sasakawa pour l'Afrique et le programme Global 2000 du Carter Center. Le programme SG 2000 est né en réponse à la famine dévastatrice de 1984 qui avait tué plus d'un million de personnes dans la Corne d'Afrique, gagnant même les zones sahéliennes et de savane de l'Afrique de l'Ouest.

Lors d'un atelier organisé à Genève en juillet 1985, par le CASIN (Center for Applied Studies in International Negotiations), il avait été formulé des recommandations qui restent tout aussi pertinentes aujourd'hui. En bref, l'aide alimentaire n'est qu'une réponse à court terme ; elle ne saurait être durable. Les technologies fondées sur la recherche qu'il faut pour accroître la production alimentaire sont d'ores et déjà disponibles. Le défi consiste à mettre les technologies adaptées entre les mains des petits producteurs d'Afrique et faire en sorte qu'ils sachent comment les utiliser.

Pour démarrer, Ryoichi Sasakawa a promis que la fondation qu'il présidait – qui allait par la suite devenir la Nippon Foundation – financerait deux projets pratiques de développement agricole à l'intention des petits exploitants, sous le leadership de Norman Borlaug, afin d'explorer comment donner naissance à une version africaine de la Révolution verte en Asie. Ryoichi Sasakawa et son fils Yohei, aujourd'hui Président de la Nippon Foundation, Norman Borlaug et le Président Carter se sont rendus dans cinq pays d'Afrique en janvier 1986. Dès mai de cette année-là, des projets agricoles furent établis au Ghana et au Soudan



Cibler les agricultrices africaines

puis, en septembre, en Zambie (avec un financement de la Nippon Foundation distinct du projet Global 2000).

Démontrer des technologies

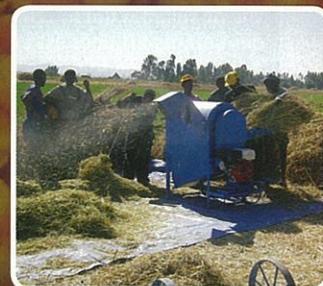
Au cours des deux décennies qui ont suivi, impulsé par l'ardeur infatigable de Norman Borlaug, l'alliance agricole SG 2000 gérait des projets nationaux dans 14 pays d'Afrique. Pour commencer, on a clairement et fréquemment démontré que l'Afrique disposait des technologies pour les cultures vivrières qui permettraient de doubler, voire de tripler, les rendements, et que les agriculteurs étaient désireux, capables et impatients d'intensifier leur production. SG 2000 a travaillé avec des dizaines de milliers de vulgarisateurs en première ligne et plusieurs millions d'agriculteurs afin de tester une technologie à plus haut rendement pour le maïs, le blé, le riz, les légumineuses à grain et les racines et tubercules, mise au point par des organisations nationales de recherches africaines, en collaboration avec les centres internationaux de recherche agricole. SG 2000 a joué le rôle de catalyseur, en collaborant surtout avec les ministères nationaux de l'Agriculture à la mise sur pied de programmes dynamiques de démonstration sur le terrain, qui ont permis aux agriculteurs de constater

par eux-mêmes les avantages de ces technologies améliorées.

Un élément essentiel de l'élargissement des activités du SG 2000 s'expliquait par l'approche pratique de Norman Borlaug et sa philosophie qui prônait de se jeter à l'eau sans plus attendre. Jamais plus heureux que lorsqu'il était sur le terrain, dans le champ d'un producteur, il a dynamisé à la fois ses collègues et les agriculteurs. Mais il était le premier à admettre que sa révolution verte pour l'Afrique était loin d'être un succès sur toute la ligne.

Des progrès ont certainement été réalisés dans les pays du projet SG 2000 pour améliorer la productivité des systèmes de production alimentaire des petits exploitants africains, mais ils sont loin d'être à la hauteur de ceux que l'on a pu obtenir en Asie durant la période initiale de la Révolution verte de 1965 à 1990, à laquelle Norman Borlaug avait lui-même donné naissance et qui allait lui valoir le Prix Nobel de la Paix. Des obstacles énormes se dressaient – et se dressent toujours – sur le chemin d'une adoption généralisée. La disponibilité limitée d'intrants près de l'exploitation, un rapport coûts/prix défavorable entre les intrants et le produit obtenu ; des milieux de production pluviale intrinsèquement risqués ; la rareté

SOMMAIRE



Batteuse à riz – renforcer la chaîne de valorisation du riz
Page 3



Stages pratiques pour les vulgarisateurs en milieu de carrière
Page 10



Élargir les parcelles de démonstration par bon destinées aux femmes (WAD) au Nigéria
Page 19



Bulletin de l'Association Sasakawa pour l'Afrique

Fondateurs de la SAA:
Ryoichi Sasakawa,
Norman E. Borlaug,
Président Jimmy Carter



Un mot de la Présidente

Je suis fière de suivre les traces de Norman Borlaug en qualité de Présidente du Conseil de la SAA – une mission qui, je dois bien l'admettre, relève de l'impossible. Il a été une figure de proue de notre époque – peut-être même la plus grande personnalité de l'histoire du monde agricole. C'est avec humilité que

j'aborde cette fonction mais c'est une mission qui touche à ce que j'aimerais le plus faire de mon temps sur cette terre – apporter ma contribution à l'élimination de la faim sur le continent africain. La vue de femmes qui luttent désespérément en portant dans leurs bras des enfants affamés est une vision que nous devons tous nous atteler à éradiquer une fois pour toutes.

Aujourd'hui à la SAA, nous marquons le 25e anniversaire de l'organisation qu'il a contribué à fonder, par une refonte majeure de sa vision, sa mission et ses objectifs. De nos jours, la plupart des membres de notre équipe sont nés en Afrique et près de 40 % d'entre eux sont des femmes. Il s'agit d'un nouveau cap pour lequel nous sommes animés d'une nouvelle motivation et d'un regain d'enthousiasme ; il y a de la passion dans nos travaux et elle se ressent.

Notre reconstruction traduit le nouveau visage de l'agriculture africaine. Fondamentalement, nous adoptons une approche par chaîne de valorisation, allant de la production aux marchés et à la consommation. Cela signifie

que nous devons aider les systèmes nationaux de vulgarisation agricole à se transformer ; ils ne doivent plus se concentrer exclusivement sur la productivité agricole mais fournir aussi aux producteurs et aux communautés rurales la formation et les services-conseils dont ils ont besoin tout au long de la chaîne de valorisation. En outre, nous devons transformer la façon dont la vulgarisation agricole est enseignée dans les collèges et les universités d'Afrique. Nous devons encourager le développement de systèmes pluralistes de vulgarisation agricole avec le soutien du secteur privé, de la communauté des ONG et des associations paysannes. Le renforcement des capacités et la collaboration avec des organisations pertinentes et intéressées guideront l'essentiel de nos travaux.

Nous devons aussi assumer une nouvelle tâche – gagner les quelque 70 à 80 % de petits producteurs qui ne sont que rarement touchés par la vulgarisation. Et dans ce groupe, j'inclus tout particulièrement les agricultrices qui assument l'essentiel des travaux des champs, qui doivent élever leur famille, parfois dans les conditions les plus abjectes imaginables, et qui ont un rôle essentiel à jouer dans le développement communautaire.

Tout cela doit être soutenu par un investissement accru dans la recherche agricole, les infrastructures rurales et les institutions de marché.

Ce sont là de nouveaux challenges – des défis que nous sommes désormais mieux équipés pour relever.

Hon. Prof. Ruth K. Oniang'o, PhD
Fondatrice, Rural Outreach Program (ROP)
Rédactrice en chef, African Journal of Food, Agriculture, Nutrition and Development (AJFAND)
Professeur adjoint en nutrition, Université de TUFTS, Etats-Unis

Message de la DG



« La SAA est désormais plus africaine que jamais, plus jeune, mieux équilibrée entre les sexes, avec environ 90 % du personnel recruté sur le territoire national, » explique la Directrice générale, Juliana Rwelamira

Au cours de 2010, la SAA a poursuivi son processus de restructuration qui a déjà commencé à donner de bons résultats. Lentement mais sûrement, la SAA devient une organisation plus structurée, responsable et à multiples bailleurs qui dispose de cibles, de plans et de mécanismes en place pour mesurer ses progrès. Le processus de restructuration a rencontré un certain nombre de défis tout au long du chemin, le principal étant le taux de roulement de son personnel nouvellement recruté et le départ en retraite des anciens. Néanmoins, la SAA est plus africaine que jamais, plus jeune, mieux équilibrée entre les sexes, avec environ 90 % du personnel recruté sur le territoire national.

En termes de programme, la SAA se concentre sur l'angle de la chaîne de valorisation pour l'agriculture familiale. Elle s'efforce de devenir une organisation fondée sur la preuve, axée sur le développement du marché, l'accès au marché, en mettant l'accent sur les systèmes post-récolte et les technologies à valeur ajoutée. La SAA a besoin d'un système robuste pour suivre, évaluer et tirer des enseignements de ses activités, tout en se servant de cette information et en la partageant pour orienter la prise de décisions et les investissements au sein de l'organisation et au-delà.

Principaux changements dans l'effectif

L'effort de recrutement qui a démarré au milieu de 2009 s'est poursuivi début 2010. En juillet 2010, les cinq Directeurs thématiques (DT) et les quatre Directeurs nationaux (DN) étaient en place. Une nouvelle Directrice nationale pour l'Ouganda, Roselline Nyamutale, a été recrutée et a pris ses fonctions en février 2011. Roselline est vétérinaire de formation et elle dispose d'une expérience du terrain considérable à la tête de projets de développement rural, pour le secteur public et pour des ONG. On compte sur elle pour renforcer la solidité technique de la SAA dans le secteur de l'élevage à mesure que nous élargissons notre Thématique 1 (T1) pour ne plus parler de productivité agricole mais bien de productivité du secteur primaire, un concept nous permettant de promouvoir l'amélioration de l'élevage. Ci-dessous figure la liste complète des DT et des DN :

- Directeurs thématiques (DT) :
- Andreas Oswald, Directeur, Amélioration de la productivité agricole (DT – T1)
 - Leonides Halos-Kim, Directrice, Systèmes post-récolte et agroindustrie (DT – T2)
 - Partenariats public-privé et accès au marché : poste vacant (DT – T3)
 - Deola Naibakelao, Directeur général de SAFE, Développement des ressources humaines (DT – T4)

• Justine Wangila, Directeur, Suivi-évaluation et apprentissage (DT – T5)
Directeurs nationaux (DN) :

- Aberra Debelo, Ethiopie
- Abou Berthe, Mali
- Sani Miko, Nigéria
- Roselline Nyamutale, Ouganda

En mai 2010, notre bureau de Tokyo a recruté Sayako Tokusue, qui a rejoint l'équipe d'Addis Abeba comme chargée de programme ; elle dirige actuellement le Projet de coopératives de transformation gérées par les femmes et financé par la JICA. En novembre 2010, nous avons recruté un Directeur national adjoint (DNA) pour l'Ethiopie, Habtu Assefa, qui occupe aussi les fonctions de coordonnateur du projet de renforcement de la vulgarisation agricole financé par la Fondation Bill et Melinda Gates (FBMG). Yosuke Sehata, du Japon, nous a rejoints un peu plus tard en 2011 comme Responsable de l'informatique et des systèmes d'information de gestion. Le recrutement de coordonnateurs thématiques et de chargés de programme au niveau des pays est sous la responsabilité des DT aidés des DN. Dans tous les cas, c'est une approche compétitive et transparente qui est adoptée.

Récemment, une nouvelle catégorie de personnel, ayant l'appellation de Chargés de programme régionaux, a été créée – leurs fonctions sont analogues à celle du personnel national, mais avec des responsabilités englobant plusieurs pays. Les Chargés de programme régionaux rendent compte à un DT mais ils sont aussi supervisés par le DN dans leur pays d'affectation pour tout ce qui touche aux procédures administratives de routine et aux besoins de personnel. Deux personnes ont déjà été recrutées dans cette catégorie – Rose Wanzie, Chargée de programme régional pour les Systèmes post-récolte et l'agroindustrie, qui a pris ses fonctions en juillet 2011, et Robert Anyang,

Chargé de programme régional pour les Partenariats public-privé et l'accès au marché, qui a démarré en septembre (voir la Thématique 3, pages 8-9).

Départs

Deux anciens membres du personnel ont quitté la SAA. Au début de février 2010, Tareke Berhe (Directeur du programme régional sur le riz) a pris sa retraite mais il a continué de travailler avec nous en qualité de consultant pendant six mois. Marcel Galiba, qui dirigeait la Thématique Partenariats public-privé et accès au marché (octobre 2009 – décembre 2010) a dû démissionner pour des raisons familiales.

Plein cap sur la gestion matricielle

La SAA et SAFE ont continué de renforcer leur système de gestion matricielle ; une troisième session de formation a été organisée en septembre 2010, durant la retraite du personnel au Ghana, et une quatrième s'est tenue en mai 2011. De par tradition, la SAA a investi la quasi-totalité de ses pouvoirs dans les équipes nationales. Mais avec plus de formation du personnel et une meilleure communication, on finira par obtenir l'équilibre souhaité entre la dimension verticale (thématique) et horizontale (mise en œuvre nationale) du modèle de gestion matricielle. Dans l'idéal, les DT doivent faire preuve de compétences techniques et de capacités de leadership ; ils doivent être des enseignants et des mentors qui aident le personnel thématique national à s'épanouir et à se développer dans leur carrière professionnelle. Les DT doivent réussir à faire en sorte que les pays membres du programme SG 2000 bénéficient des leçons et des meilleures pratiques développées ailleurs. De leur côté, à la tête de leur bureau national, les DN doivent assumer la direction des processus de gestion et d'administration.

15 ans de promotion du riz par SG 2000

L'Afrique subsaharienne dispose d'un climat qui lui permettrait de produire tout le riz qu'elle consomme et même de devenir un exportateur d'envergure. Au lieu de cela, le riz est la deuxième denrée alimentaire la plus importée en Afrique, derrière le blé, ce qui suppose de grosses dépenses de devises étrangères pour financer une demande croissante (Tableau 1).

	2009 ¹				
	Ethiopie ²	Mali	Nigéria	Ouganda	Total
Superficie, en milliers d'hectares	48	846	1 788	138	3 828
Rendement, en tonnes par hectare	2,1	2,3	2,1	1,3	2,1
Production, en milliers de tonnes	101	1 950	3 298	181	6 621
Imports de riz et produits du riz, en milliers de tonnes	25	68	1 410 ³	22	1 704

Source : FAOSTAT

¹ Les données commerciales sont une moyenne pour 2006-2008

² Les données de FAOSTAT et de l'Autorité statistique de l'Ethiopie (ESA) présentent de larges écarts en ce qui concerne le riz. Nous avons utilisé les chiffres de l'ESA.

³ Près de 200 000 tonnes d'importations de riz finalement destinées au Nigéria arrivent par la République du Bénin. Ces importations sont également comprises.

SG 2000 Guinée voit le jour en 1996

Le déficit croissant du riz en Afrique et la hausse de ses importations agaçaient Norman Borlaug. En principe, la production de riz en Afrique subsaharienne devrait être excédentaire et non déficitaire. La SAA et Global 2000 voulaient déterminer ce qui pouvait être fait pour accélérer la production de riz et améliorer sa productivité. Pour trouver une solution, quel meilleur endroit que le grenier à riz de l'Afrique de l'Ouest ? En 1996, Borlaug a délégué Tareke Berhe, agronome en chef auprès de SG 2000 au Ghana, en Guinée pour y établir un programme SG 2000-Guinée. Dès le départ, le programme a promu une approche par chaîne de valorisation pour le développement du riz.

A l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO), une équipe dirigée par Monty Jones a lancé un projet en vue

d'améliorer les variétés autochtones de riz adaptées aux conditions africaines en les croisant avec des variétés asiatiques à haut rendement – un challenge technique délicat. Après des années de travaux laborieux, des descendances fertiles ont finalement été obtenues. Ces fertilisations croisées interspécifiques entre des variétés africaines et asiatiques – baptisées Nouveaux riz pour l'Afrique (NERICA) – conjuguent les attributs supérieurs des deux types. L'ADRAO venait de commercialiser ses premières variétés de NERICA et il avait mis un volume considérable de semences de base à la disposition de la Guinée pour promouvoir des programmes de multiplication rapide des semences. Le pays était en effet confronté à des déficits croissants de riz, une denrée de base très importante, et voyait ses importations augmenter.

SG 2000-Guinée a forgé des liens étroits avec le Système national de recherche agricole et l'ADRAO afin

d'identifier et de tester des variétés améliorées de NERICA et de soutenir la production de semences. En association avec le Système national de vulgarisation agricole, quelque 20 000 démonstrations ont été établies avec des producteurs, portant essentiellement sur des variétés NERICA.

Des engins permettant un battage et un usinage améliorés du riz ont été achetés et démontés. Des organisations paysannes capables de produire des excédents ont bénéficié d'une formation afin d'améliorer la qualité de leurs produits et de satisfaire aux normes du marché.

La production de riz en Guinée est passée de 1,1 million de tonnes en 2000 à 1,5 million de tonnes en 2009 (FAOSTAT). L'essentiel de cette hausse de la production s'explique par un accroissement des superficies. Les rendements sont restés plus ou moins les mêmes à 1,7 tonne/hectare. Le problème que pose l'accroissement des rendements réside dans la fertilité du sol.

La dissémination des nouvelles variétés NERICA a eu un impact considérable. En Guinée, la superficie sous NERICA est passée de presque rien en 1996 à 85 000 hectares en 2005. Entre 2001 et 2003, quelque 14 800 tonnes de semences de riz ont été exportées à la Gambie, au Mali, à la Sierra Leone et à une poignée d'autres pays.

Le riz prend une envergure régionale

En 2005, la SAA a lancé un programme régional de production de riz afin d'élargir l'expérience acquise en Guinée. Tareke Berhe est devenu directeur régional du programme sur le riz. Le programme a été déployé dans tous les pays phares de la SAA. L'impact le plus marqué a été observé en Ethiopie, au Mali et en Ouganda. Entre 2000 et 2009, la production de ces trois pays est passée de 866 600 tonnes à 2 233 090 tonnes – une hausse de 2 fois et demie (FAOSTAT et l'Autorité statistique de l'Ethiopie).

L'expérience de la SAA avec le riz souligne à quel point il est important de dépasser la simple gestion efficace et rentable de variétés à haut rendement. Il faut s'attaquer aux défis post-récolte et agroindustriels pour garantir une bonne qualité du grain afin que celui-ci puisse ensuite être transformé en produits du riz prisés par les consommateurs, notamment sur les marchés urbains.

Dans le SG 2000, le riz est considéré sous l'angle de la chaîne de valorisation (voir ci-dessous). Pour ce qui concerne la productivité du riz, la SAA se concentre sur l'introduction de variétés améliorées et l'amélioration de la fertilité du sol. Dans les opérations post-récolte, le battage et l'usinage mécanisés, pour produire du grain de qualité exempt d'impuretés sont des activités de première importance. Les programmes nationaux SG 2000 travaillent aussi avec des groupements agricoles, le plus souvent des groupements de femmes, pour monter des entreprises de production de riz étuvé. Notre groupe sur les partenariats public-privé met en relation des organisations de producteurs de riz et de grosses rizeries ou encore des acheteurs comme le Programme alimentaire mondial.

Le riz est l'une des céréales d'Ethiopie qui connaît la plus forte croissance. Récemment, la SAA a reçu une subvention de l'Agence japonaise pour la coopération internationale (JICA) afin d'agir comme un partenariat de ONG travaillant avec les autorités régionales du Tigré en Ethiopie afin d'appliquer une approche par chaîne de valorisation plus systématique au développement du riz.

Les consommateurs urbains en Afrique veulent acheter du riz de la qualité qu'ils peuvent importer d'Asie du Sud-Est. Les producteurs africains de riz devront satisfaire à ce critère pour pouvoir s'emparer de ce marché juteux et en plein essor. Cela n'a rien d'impossible.

Chris Dowswell
Directeur exécutif de la SAA, Programmes

La chaîne de valorisation du riz

Amélioration :

- des variétés de semences
- de l'application d'engrais
- du contrôle des adventives, des insectes et des fléaux

Meilleures techniques post-récolte :

- récoltes ponctuelles
- main-d'œuvre réduite, surtout pour les femmes et les enfants
- Réduction au minimum des pertes dues aux insectes et aux fléaux durant le stockage

- Préservation de la qualité
- Grains propres et sans impuretés pour la transformation
- Commercialisation groupée



Amélioration de la productivité agricole

En 2009 la SAA a décidé de modifier son approche en matière de vulgarisation agricole et d'amélioration de la productivité, pour passer de la démonstration de parcelles de production traitées avec la formule d'intrants recommandée (engrais, semences, pesticides), à des plateformes d'apprentissage agricole (PAA) basées sur des démonstrations pratiques de technologies facilement adaptables à faible coût et sur un renforcement des capacités des producteurs. Les raisons de ce changement visaient à montrer des technologies qui soient à la portée des ressources limitées des producteurs et à impliquer les agriculteurs dans ces activités d'une façon plus dynamique et plus participative. Par conséquent, les technologies démontrées à la ferme sont basées sur les besoins des agriculteurs et sur leurs souhaits respectifs, alors que les séances de formation avec des agents de vulgarisation (AV) tendent à renforcer leurs compétences et leur savoir, à proposer des solutions aux contraintes imposées par la production agricole et à les informer des options et opportunités qui leur sont offertes pour améliorer leurs entreprises agricoles. Par conséquent, le rôle des agriculteurs n'est plus celui de simples bénéficiaires de technologies améliorées, sélectionnées par la SAA et les AV, mais plutôt celui de moteurs de l'innovation agricole, capables de faire entendre leurs besoins et leurs souhaits. En impliquant les agriculteurs à la totalité du processus de fourniture de services de vulgarisation et en leur confiant davantage de contrôle et de responsabilités, on pourra améliorer leur attitude envers l'appropriation – afin d'accroître l'adoption ainsi que la pérennité et la mise à l'échelle du processus.

Il ne fait aucun doute que l'approche par PAA a eu des conséquences de grande portée sur la manière dont le personnel de la SAA et les AV étaient censés travailler et sur les objectifs et résultats qu'ils pouvaient espérer atteindre. A cet égard, 2010 et 2011 ont été des années délicates pour l'équipe de la Thématique 1 sur l'amélioration de la productivité agricole, soucieuse de réussir le passage de l'ancien au nouveau modèle de vulgarisation.

En 2010, l'accent était toujours placé sur les démonstrations pratiques. La formation était limitée à une séance entre le personnel de la SAA et les AV et une formation des agriculteurs à la mise en œuvre par les AV. Toutefois, durant la saison de végétation, les AV ont accordé un soutien constant aux agriculteurs qui le demandaient et ils ont aidé les groupes à évaluer les technologies, alors que les membres

de la SAA assuraient le suivi et la supervision de ces activités. En 2010, on a semencé 30 % de parcelles à option technologique (TOP) en plus dans les quatre pays phares, la hausse la plus marquée par rapport à 2009 étant observée en Ethiopie et au Nigéria (70 %) et la plus faible en Ouganda (2 %). De même, globalement on a mis en œuvre 11 % de démonstrations en plus par bon destinées aux femmes (WAD) mais, alors qu'en Ethiopie, au Mali et au Nigéria, le nombre de WAD a augmenté de 12 à 70 %, en Ouganda, l'équipe les a diminuées de 25 % afin d'avoir le même nombre de TOP.

Les TOP et les WAD sont généralement mises en œuvre par des groupements agricoles. Pour les WAD, il est impératif que les parcelles soient gérées par un groupement de femmes. Quelque

Directeur thématique :
Andreas Oswald

« En impliquant les agriculteurs dans la totalité du processus de fourniture de services de vulgarisation et en leur confiant davantage de contrôle et de responsabilités, on pourra améliorer leur attitude envers l'appropriation – afin d'accroître l'adoption ainsi que la pérennité et la mise à l'échelle du processus. »



30 000 agriculteurs ont participé en personne aux activités organisées par la SAA. Seize mille huit cents agriculteurs se sont inscrits comme propriétaires de Parcelles d'essai de production (PTP) et plusieurs milliers d'autres ont participé, soit dans leurs activités de formation avec les AV soit en recevant des instructions par les agriculteurs hôtes lorsqu'ils posaient des questions sur les technologies démontrées.

Amélioration des interactions

Le nombre d'agriculteurs qui se sont inscrits ou que l'on a vu mettre en œuvre une partie ou la totalité de l'offre technologique démontrée dans les TOP a aussi augmenté d'environ 18 % en 2010. Toutefois, le suivi de ces producteurs sur Parcelles d'essai de production (Producteurs PTP) et la saisie de leur expérience et de leur point de vue sur les nouvelles technologies sont restés des défis pour l'équipe de la SAA qui ont été abordés de façon différente dans les quatre pays du programme. Sur la base des expériences de 2010, l'équipe a essayé d'améliorer les interactions avec les producteurs PTP en 2011, en mettant davantage l'accent sur ce groupe durant leurs visites sur le terrain parce qu'ils représentent des agriculteurs avant-gardistes et plus enclins à innover

– or ce point est important pour la diffusion des technologies et pour démontrer le succès de nos travaux de vulgarisation.

Dans les démonstrations sur le terrain, 16 cultures différentes ont été plantées :

- 6 céréales : maïs, blé, teff, riz, sorgho et millet
- 3 tubercules : pommes de terre, patates douces et manioc
- 4 légumineuses : haricot, arachide, niébé et soja
- 2 légumes : tomates et poivrons verts
- 1 oléagineux : sésame

Bien que la majorité des TOP et des WAD aient permis de montrer comment utiliser correctement des engrais non organiques avec les différentes cultures ou de démontrer de nouvelles variétés aux agriculteurs, d'autres technologies, comme le contrôle du striga adventice, la culture intercalaire, la densité des semis, l'utilisation de pesticides, etc. ont été appliquées en fonction de la demande des agriculteurs.

Les résultats tirés des TOP et des WAD ont confirmé une fois de plus (comme en 2009) que des taux d'application relativement faibles d'engrais non organiques conjugués à de meilleures pratiques culturales comme les semis en rangs et à la bonne époque et le désherbage ou l'application d'engrais organique, pouvaient augmenter les rendements à raison de 30 à plus de 100 %, indépendamment de la culture considérée. En outre, les résultats ont montré que les agricultrices étaient tout aussi performantes que les agriculteurs lorsqu'il s'agissait d'augmenter les rendements à condition d'utiliser les intrants adéquats et d'assister aux séances de formation.

Au Nigéria et au Mali, l'équipe chargée de l'amélioration de la productivité a également été impliquée dans des projets financés par différents bailleurs dans le but d'accroître la productivité agricole en employant des technologies et/ou



Un chargé de programme de la SAA pour l'amélioration de la productivité agricole répond à des questions posées par un groupement agricole dans la région de Sikasso au Mali.

des cultures spécifiques. Ces projets ont complété les autres activités et ont ouvert la voie à des possibilités d'élargissement et d'intensification de nos travaux auprès des communautés agricoles.

Concepts et procédures

Dans la deuxième moitié de 2010, une nouvelle série de concepts et de procédures pour les activités de vulgarisation de la SAA et un nouveau cadre logistique à mi-parcours ont été développés par la Thématique 1. Les ajouts et modifications apportés à l'approche PAA antérieure ont été mis en place et exécutés pour la première fois durant la campagne 2011. Les compléments et changements les plus notables sont les suivants :

- toucher davantage d'agricultrices en faisant en sorte que chaque PAA compte un TOP et deux ou trois WAD, ce qui permet d'accroître sensiblement le nombre de démonstrations gérées par des femmes, alors que les TOP sont principalement gérées par des hommes ;
- ajouter un nouveau type de parcelle de démonstration PAA, la parcelle de variétés communautaires (CVP), où différentes variétés de plusieurs cultures sont montrées aux

agriculteurs afin d'introduire un nouveau matériel génétique et de comparer les variétés cultivées dans des conditions analogues ; en 2011, les CVP ont été déployées à titre pilote dans les quatre pays du programme ;

• mettre davantage l'accent sur les activités de formation avec des AV et des agriculteurs et y consacrer plus de ressources : par exemple, accroître la durée de la formation (de un jour à deux jours) et le nombre de séances de formation (pour les AV, passer de une à trois séances), en abordant un nouveau contenu ;

• choisir des critères de sélection des communautés agricoles et des producteurs pour les activités amorcées par la SAA permettant de veiller à ce que nous nous occupions bien des groupements de petits producteurs et des particuliers jusqu'ici mal desservis par les services de vulgarisation. Ces critères englobent, par exemple : la taille de l'exploitation, le désir d'apprendre, l'appartenance à un groupement agricole, la volonté de faire preuve d'innovation, etc. ;

• accorder plus d'importance aux producteurs PTP, les inscrire, évaluer leurs activités, les inclure dans les séances de formation

Nombre de démonstrations pratiques mises en œuvre dans les quatre pays africains du programme en 2010				
Pays	Distribution régionale	TOP	WAD	PTP
Ethiopie	22 woredas dans 4 régions	348	522	7 800
Mali	12 cercles dans 4 régions	300	300	2 800
Nigéria	24 zones dans 6 Etats	340	675	3 800
Ouganda	19 sous-comtés dans 8 districts	504	504	1 680

Nombre de démonstrations pratiques dont la mise en œuvre est prévue dans les quatre pays du programme en 2011					
Pays	Distribution régionale	TOP	WAD	CVP	PTP
Ethiopie	39 woredas dans 10 régions	177	412	4	2 000
Mali	12 cercles dans 4 régions	103	309	2	5 050
Nigéria	24 zones dans 6 Etats	278	743	4	5 000
Ouganda	20 sous-comtés dans 9 districts	288	576	15	2 040

et suivre leur réussite avec leur nouveau savoir et leurs nouvelles technologies (en collaboration avec l'équipe de Suivi-évaluation et apprentissage (SE&A) ;

• soutenir et développer de nouvelles normes fondées sur la preuve pour la SAA : l'équipe recueillera des données de terrain d'une manière plus performante et plus ponctuelle et elle fournira des résultats aux chercheurs, aux vulgarisateurs et aux agriculteurs.

A cet égard, un deuxième atelier a été organisé en mai 2011, dont le thème principal était la collecte, l'analyse et la présentation des données et la mise en œuvre des nouveaux concepts et procédures.

L'approche PAA ainsi que le renforcement des capacités du Service national de vulgarisation agricole et la collaboration avec d'autres équipes de la SAA nous aideront à atteindre nos objectifs d'amélioration de la productivité agricole et de fourniture d'opportunités de génération de revenus aux agriculteurs. Inévitablement, il existe des contraintes et des problèmes qui ont une incidence sur nos travaux et sur nos performances. Parmi ceux-ci figurent :

- un taux de roulement élevé du personnel AV ;

• des approvisionnements insuffisants en intrants pour les activités agricoles – par exemple, dans les zones moins accessibles, les engrais ne sont pas toujours disponibles au moment opportun et leur prix est élevé. La qualité des produits peut aussi être décevante ;

• davantage d'incitations et d'opportunités pour les agriculteurs pour qu'ils puissent investir leurs ressources limitées dans la production agricole et utiliser des technologies améliorées ;

• sensibiliser davantage l'opinion à nos activités auprès des agriculteurs pour accroître la participation et le taux d'adoption.

Certaines de ces lacunes seront traitées directement par l'équipe chargée de la Thématique 1, d'autres pourront nécessiter l'intervention d'une autre équipe de la SAA ou d'une partie prenante extérieure.

Même si nous progressons dans la mise en œuvre de la nouvelle approche de la SAA en matière de vulgarisation agricole, cette année – 2011 – est une année de consolidation et d'apprentissage (par l'action). Les équipes nationales doivent s'adapter aux nouvelles normes soit en changeant en partie leur façon de travailler et/ou en fixant de nouvelles priorités pour leurs travaux futurs. C'est la raison pour laquelle le nombre de démonstrations de terrain a été revu à la baisse dans certains pays car les ressources ont été redéployées sur d'autres activités (formation). En outre, nous devons encourager l'internalisation et la collaboration avec les équipes chargées des systèmes post-récolte et de l'entreposage, des partenariats privés et du suivi-évaluation et de l'apprentissage afin d'accroître nos performances et de fournir des opportunités et des solutions plus globalistes aux petits producteurs dans le laps de temps le plus court possible.



Un groupement de femmes explique sa parcelle de démonstration sur le terrain en Ouganda.

Systemes post-récolte et agroindustrie

Une réévaluation des programmes de manutention post-récolte a été effectuée dans les quatre pays phares de la SAA en 2009 et 2010, axée sur les principaux piliers des opérations de la Thématique 2. Elle a révélé un grave manque d'information sur les technologies de manutention post-récolte. De surcroît, les technologies améliorées étaient difficilement accessibles aux utilisateurs. Il en ressortait que les opérations post-récolte étaient encore gérées de manière traditionnelle, avec des capacités limitées et de lourdes pertes, qui se traduisaient souvent par des produits de piètre qualité.

Les piliers de la Thématique 2

Techniques améliorées de manutention post-récolte	Bénéficiaires des entreprises de valorisation	Fabrication/Construction
<ul style="list-style-type: none"> Battage/Egrenage Séchage/Stockage Protection du grain Transport 	<ul style="list-style-type: none"> Groupements agroindustriels Prestataires de services individuels 	<ul style="list-style-type: none"> Matériel de manutention post-récolte Matériel agroindustriel Structures de séchage et de stockage

Sur la base de ces résultats, un programme de vulgarisation mettant fortement l'accent sur les systèmes post-récolte et l'agroindustrie a été élaboré et il est maintenant en cours de mise en œuvre dans chaque pays phare de la SAA. Les programmes nationaux visent à promouvoir des technologies valorisantes durables qui permettront d'accroître la sécurité alimentaire et les revenus des petits exploitants par le biais de démonstrations et d'une formation rigoureuse et par l'établissement de plateformes d'apprentissage et de vulgarisation sur les opérations post-récolte dans des régions clés désignées. Le programme travaillera aussi de conserve avec des prestataires de services privés afin d'inscrire l'adoption des technologies dans la durée. En 2011, les activités de la Thématique 2 se concentrent désormais sur les domaines d'activités qui permettent une manutention plus performante et plus rentable des excédents de production obtenus grâce aux activités de la Thématique 1 – Amélioration de la productivité agricole.

Des technologies viables

Malgré l'évolution des technologies post-récolte observée au cours des 30 dernières années, il reste difficile de trouver les technologies adaptées. La SAA a continué de collaborer avec des établissements de recherche et développement (R&D) afin de promouvoir l'adaptation des technologies, et notamment avec le SDRTVC (Collège d'enseignement professionnel et technique Selam David Röschi) en Ethiopie. Ce partenariat, parmi lequel figurait aussi l'Institut international de l'agriculture tropicale (IITA) au Nigéria, a fourni la plateforme R&D pour des technologies de fabrication locale, techniquement performantes et économiquement

Directeur thématique : Leonides Halos-Kim

« L'introduction de technologies appropriées de manutention post-récolte, de stockage et d'agroindustrie peut se traduire par une meilleure appréciation et une adoption assidue de technologies permettant d'obtenir de plus hauts rendements. »



fourniture de céréales (maïs) et de haricots de qualité pour permettre aux agriculteurs d'obtenir de meilleurs prix pour leurs produits sur le marché. En Ethiopie, le PAM a fourni un ensemble d'égreneuses à maïs et de nettoyeuses de grains à 17 coopératives agricoles (CA), alors qu'en Ouganda, il a financé l'établissement de Centres de commercialisation également équipés de batteuses, de nettoyeuses, de chambres de séchage et de bâches par l'intermédiaire de la SAA. Dans les deux programmes, les équipes de la Thématique 2 de la SAA ont fourni un appui technique en termes de sélection des options technologiques et de formation à l'opération, la maintenance et la gestion des technologies de manutention post-récolte.

Si les agriculteurs n'ont pas manqué d'apprécier vivement les nouveaux engins, leur manque de fonds pour l'achat des machines a entravé le taux d'adoption. La SAA envisage de mettre les agriculteurs en rapport avec des établissements susceptibles de leur fournir des prêts concessionnels ou de monter un fonds tournant pour pouvoir mettre ces technologies à la disposition des exploitants.

Renforcement de la vulgarisation

La formation des formateurs, qui sont principalement des agents de vulgarisation du ministère de l'Agriculture dans tous les pays participants, est un aspect crucial

des opérations de la SAA. Des démonstrations sur le terrain et un renforcement des capacités au sein des formateurs, des agriculteurs et des entrepreneurs, permettra de couvrir le manque d'agents de vulgarisation professionnels en systèmes post-récolte dans les pays phares.

L'établissement de plateformes agricoles d'apprentissage pour fournir des programmes de formation et des cycles de démonstration pour ce genre de technologies exige le déploiement stratégique de sites permanents où le matériel puisse être hébergé, démontré et entretenu et où les agriculteurs pourront se rassembler pour apprendre à s'en servir et à en tirer parti. Ces plateformes comprendront des associations agricoles renommées, comme les One Stop Center Associations (OSCA) en Ouganda, les centres associatifs agricoles Niet@ Kene au Mali et les groupements de Femmes dans le développement agricole (WIAD) associés au ministère de l'Agriculture au Nigéria. En Ethiopie, les centres de coopératives primaires participent à l'initiative.

La mise en place de plateformes d'apprentissage et de vulgarisation sur les systèmes post-récolte (PHELP) pour différentes entreprises, identifiées lors des enquêtes de réévaluation, a démarré au dernier trimestre de 2010. Les différentes plateformes sont à présent équipées des offres technologiques nécessaires (voir le Tableau). L'opération, la maintenance et la gestion des technologies sont démontrées dans



Techniciens venus des quatre pays phares en formation à la fabrication, l'opération et la maintenance d'une nettoyeuse à grains en Ethiopie

le cadre d'un stage de gestion rudimentaire dispensé à ceux qui souhaitent adopter les processus pour monter leur entreprise.

L'un des critères de sélection des sites était l'existence de Groupements agroindustriels de femmes. Cette approche a été délibérée afin de ne pas manquer de tenir compte des préoccupations des femmes puisque ce sont elles qui se chargent de l'essentiel des tâches post-récolte et agroindustrielles.

En guise d'exemple d'une PHELP pleinement opérationnelle, citons la Plateforme de transformation du manioc à Ganye LGA, Etat d'Adamawa, au Nigéria. Cette plateforme est gérée par le groupement de femmes *Tikamen*. Le groupement a démarré la transformation d'une petite quantité de manioc en gari – un manioc grillé, fermenté et râpé – et en amidon destinés à la consommation, selon des méthodes traditionnelles. Les membres ont constaté qu'il existait une demande importante de gari dans la région et ont décidé de se lancer dans sa production commerciale. Désormais, grâce aux équipements dont elles ont fait l'acquisition, leur capacité de transformation peut atteindre une tonne de manioc à l'heure. Elles trouvent leur matière première sur le marché local et cela a incité les agriculteurs à cultiver davantage de manioc. Le groupement invite

d'autres transformateurs à observer leur mode opératoire et propose une formation à la demande.

La supervision de la PHELP est assurée par un agent de vulgarisation du ministère de l'Agriculture et le représentant du WIAD dans l'Etat. Ils fournissent également une formation à l'intention des transformateurs sur la tenue des registres et la gestion commerciale.

Des produits de qualité

Parce qu'elles représentent des unités individuelles ou familiales, la plupart des femmes ont besoin de technologies qui leur donneront les moyens de produire plus d'aliments de meilleure qualité pour leur famille – avec moins d'efforts. Outre l'amélioration de la qualité des produits alimentaires traditionnels, on assiste aussi à la promotion de nouveaux produits offrant un potentiel de commercialisation élevé.

La SAA travaille aussi avec des exploitants individuels et des groupements agricoles pour introduire des technologies en vue d'améliorer plusieurs chaînes de valorisation spécifiques dans la transformation du maïs, du riz, du manioc, des arachides et du soja. En Ethiopie, la SAA a travaillé avec des Groupements agroindustriels de femmes triés sur le volet dans des entreprises de valorisation (voir le bulletin numéro

26 de la SAA), ce qui les a incités à commercialiser leurs produits avec plus d'assurance en raison de leur meilleure qualité. Toutefois, aucun des sept groupements n'a réussi à atteindre des niveaux durables de production, même après deux ou trois années d'intervention de la part de la SAA. Parmi les problèmes auxquels les groupements sont confrontés figurent, en tête de liste, des difficultés de gestion mais aussi un manque d'accès aux équipements pour accroître leurs capacités et satisfaire la demande en produits. Depuis juin 2010, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a injecté des capitaux qui vont permettre à la SAA d'aider les groupements sur une durée de trois années supplémentaires pour mettre sur pied une entreprise plus rentable.

Prestataires de services privés

L'implication du secteur privé et d'entrepreneurs individuels en qualité de prestataires de services s'est révélé une approche efficace. Ainsi, le service de battage à l'intention des producteurs de teff a donné de bons résultats en Ethiopie, avec plus de 350 unités (en décembre 2010) achetées par des exploitants et des entrepreneurs privés qui commercialisent leurs services de battage à la demande dans l'ensemble du pays.

Le système de warrantage (récépissés d'entrepôt) introduit par la SAA au Mali fonctionne bien également et donne aux agriculteurs un accès à des services d'entreposage dans l'attente d'une évolution favorable des prix du marché. Cette approche sera mise à l'échelle grâce à une subvention de projet à hauteur d'un million de dollars US récemment accordée par l'AGRA (Alliance pour une révolution verte en Afrique) et elle englobera d'autres services comme le battage/l'égrenage, le nettoyage et le séchage. L'objectif global du projet est de développer la capacité de manutention post-récolte et d'entreposage et d'améliorer l'accès des agriculteurs au marché. La SAA développe à présent un modèle de fourniture, y compris des

stratégies de crédit, construit autour de l'établissement de prestataires de services privés à l'intention des exploitants dont les parcelles sont trop petites ou qui sont trop pauvres pour se permettre d'acheter un tel équipement. Dans nombre de cas, ces entrepreneurs pourraient eux-mêmes être des agriculteurs ou des hommes et femmes d'affaires des zones rurales de la localité.

Pendant deux semaines, quinze techniciens issus des quatre pays phares de la SAA ont été formés à Addis Abeba à la production, l'opération et la maintenance d'une égreneuse à maïs et d'une nettoyeuse de grains. Ces techniciens ont aidé les équipes nationales de la Thématique 2 à former d'autres techniciens pour qu'ils fassent partie du réseau de prestataires de services.

Si la SAA espère voir la capacité de fabrication locale se développer pour ce genre d'engins, elle reconnaît aussi qu'il est urgent de proposer des services mécanisés post-récolte aux petits exploitants. La SAA envisage la possibilité d'importer d'Asie et d'Amérique latine des engins destinés à servir les petits exploitants. La Chine, l'Inde et le Brésil constituent, en particulier, des sources potentielles de machines pour l'égrenage/battage, le nettoyage, l'usinage et d'autres opérations agroindustrielles.

Le programme Systèmes post-récolte et agroindustrie est géré par le Directeur thématique depuis le Bureau régional. Chaque programme national dispose d'un coordonnateur de programme et d'au moins un chargé de programme. L'un d'entre eux est assigné à des projets supplémentaires parallèles aux principaux axes financés.

Le personnel du programme dispose d'une formation en sciences alimentaires, génie agricole, développement de la chaîne de valorisation, développement rural et vulgarisation agricole. La Thématique se penche sur les activités agricoles qui sont souvent gérées par les femmes. De ce fait, plus de la moitié du personnel de la Thématique 2 sont des femmes.



Prestataire d'un service de battage dans le sud de l'Ethiopie avec son moyen de transport traditionnel

Type et lieu d'implantation de deux plateformes d'apprentissage et de vulgarisation post-récolte (PHELP) en Ethiopie et au Nigéria

PAYS/SITE DE LA PHELP	TYPE DE PHELP	OFFRE TECHNOLOGIQUE	BENEFICIAIRES/GROUPEMENTS
ETHIOPIE			
Kebele de Semen Bellesa, zone d'Hadiya, région du Sud	Transformation du lait en fromage et en beurre Autres entreprises potentielles : Transformation de bananes d'Abyssinie (fausse banane cultivée uniquement en Ethiopie ; son pseudo-tronc (gaines foliaires) et son bulbe contiennent une pulpe comestible et des fibres de qualité qui sont transformées en aliment appelé kocho, lequel se vend à bon prix sur les marchés urbains.	Ecrémeuse; baratte, râpe, presse, autres	Groupements de femmes dans la zone d'Hadiya Groupement de contact : Coopérative de crédit et d'épargne de Bereket ; Unité de transformation laitière d'Hamame
NIGERIA			
Fufore LGA & Mayo Belwa LGA, Etat d'Adamawa	Transformation de l'huile d'arachide	Décortiqueuse, toasteur, dépelliculeuse et tarare, broyeur humide, malaxeur	Résidents de Fufore LGA Groupements de contact : Unity Farmers & Groupements de femmes de Rikon Amana

Promotion des partenariats public-privé

Au sein de l'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA) remaniée, l'objectif global de la Thématique 3 est de promouvoir des partenariats public-privé et d'améliorer l'accès au marché pour contribuer à la fourniture de services de vulgarisation et au développement des petits exploitants agricoles. En 2010, l'équipe de la T3 a été renforcée pour lui permettre d'exécuter son mandat dans les quatre pays phares – et des coordonnateurs de la thématique sont désormais en place au Nigéria et au Mali, ainsi qu'en Ethiopie et en Ouganda.

En 2010/11, la Thématique 3 a accru ses efforts pour développer des partenariats plus formels. Par le passé, l'accent a été mis et il continuera de l'être sur : 1) le renforcement des capacités des agrobusiness privés (fourniture d'intrants et agroentreprises) de manière à ce qu'ils puissent offrir des services-conseils agricoles aux petits exploitants ; 2) le renforcement des systèmes (formels et communautaires) de fourniture de semences aux petits producteurs afin de soutenir l'amélioration de la productivité des cultures vivrières ; 3) l'amélioration des liens institutionnels par le biais du développement de partenariats robustes avec les autorités locales, les organisations de recherche agricole, les instituts universitaires et le secteur privé ; 4) la promotion de liens commerciaux entre les organisations paysannes et les entrepreneurs commerciaux dans des secteurs spécialisés bien établis comme les Achats pour le progrès (P4P) du Programme alimentaire mondial (PAM) ; 5) la facilitation des services de crédit commercial pour créer des partenariats avec des organisations paysannes et des entrepreneurs ; et 6) la direction d'activités d'expansion du programme SG 2000 pour d'autres projets phares au sein de la SAA.

En 2010/11, la Thématique 3 a continué de s'associer avec des distributeurs d'intrants pour offrir un soutien en termes de vulgarisation aux petits exploitants par le biais des plateformes d'apprentissage agricole (PAA) de la SAA.

Au Nigéria, cinq compagnies d'agro-intrants et de semences ont soutenu les activités des PAA en fournissant des kits de démonstration – d'une valeur de 5 000 dollars US – aux agriculteurs chefs de file. Pour compléter les activités du programme SG 2000 au Nigéria, la SAA a signé un mémorandum d'accord (MA) afin de formaliser un nouveau partenariat avec les autorités de quatre Etats (Adamawa, Bauchi, Jigawa et Zamfara) couvrant la fourniture de services de vulgarisation aux petits exploitants et le développement de ressources humaines pour les vulgarisateurs en milieu de carrière.

Deux Etats, Jigawa et Adamawa, ont déjà décaissé leurs contributions de 400 000 dollars au titre des activités 2011. Un MA a également été signé avec le bureau du développement agricole commercial de l'Etat de Kano portant sur la formation et la supervision de 500 producteurs commerciaux des filières maïs et riz.

En Ethiopie, SG 2000 met en œuvre un projet majeur baptisé « Amélioration de la fourniture de services de vulgarisation aux petits producteurs en Ethiopie », avec le soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates (FBMG). Un total de dix Etats régionaux, 18 woredas (districts) et 30 Centres de formation agricole (CFA) ont d'ores et déjà été sélectionnés et une évaluation des besoins a été réalisée afin d'identifier des activités pour 2011. Les comités de gestion des CFA ont été mis sur pied et seront formés à la planification commerciale et au développement d'entreprises dans leurs localités. En outre, dix organisations du secteur privé, Pioneer Seed Ethiopia PLC, MAKOBU Enterprise PLC, Anno Agro Industry PLC, Agri-Ceft Ethiopia PLC (ferme d'Ayehu) et le Syndicat agricole de Lume-Adama, ont indiqué qu'elles seraient intéressées de s'associer à SG 2000 pour aider les petits exploitants.

SG 2000 a soutenu l'organisation de deux forums de vulgarisation dans la région d'Umera dans l'Etat du Tigré afin de promouvoir la production rizicole et dans la zone d'Arsi-ouest de l'Etat d'Oromia afin d'endiguer l'infestation de rouille jaune du blé par le biais d'une formation et de messages de vulgarisation efficaces. Ces rencontres ont réuni 72 participants issus de divers gouvernements fédéraux et régionaux, instituts de recherche ou ONG ainsi que des agents techniques supérieurs, y compris des représentants d'organisations paysannes, de Duro-Langno, du syndicat agricole Buta Wayu ou encore de la malterie Asela. La malterie a versé plus de 62 000,00 Birrs (3 600 dollars US) aux caisses du programme d'Oromia. Le forum a remercié SG 2000 pour son intérêt envers les questions touchant au développement régional et pour son parrainage des forums.

Chargé de programme régional :
Robert Anyang



« L'attitude des organisations paysannes face au changement doit être analysée et définie avant de pouvoir encourager des activités de commercialisation. Les petits exploitants dont les terres cultivées ne font pas moins de 0,8 hectare en moyenne et qui ont une vocation commerciale – les agriculteurs PTP et autres acteurs de la chaîne de valorisation du marché – sont les groupes cibles de prédilection de la Thématique 3. »

Technologie de production

Au Mali, SG 2000 s'est associé à INTSORMIL, IICEM, IER et AMEDD pour inciter 3 500 producteurs (dont 500 femmes), exploitant 3 700 hectares de terres, à améliorer leur technologie de production, leurs stratégies de commercialisation et le développement de coopératives agricoles. La SAA s'est aussi unie à la Fondation Syngenta dans le cadre du PRECAD (Projet de renforcement des capacités pour une agriculture durable), un programme dans le sud du pays portant sur le renforcement des capacités des organisations paysannes par la formation et la commercialisation en vrac. Dans le cadre du partenariat établi avec le PAM-P4P – plusieurs séances de formation ont été organisées sur l'entreposage, la commercialisation, l'accès au crédit et la commercialisation groupée. Des organisations paysannes des quatre zones d'intervention du SG 2000 ont participé à ces séances.

En Ouganda, SG 2000 a travaillé avec le PAM-P4P pour soutenir l'accès des producteurs à des marchés céréaliers plus intéressants. Les principales activités, par le biais de ce partenariat, sont une mobilisation des agriculteurs

pour élargir la production de maïs et de haricots au moyen de technologies améliorées ; le renforcement des organisations paysannes afin de fournir un cadre institutionnel ; l'accès à des intrants, des services-conseils et financiers et l'amélioration de la manutention post-récolte, de l'agroindustrie et des activités de commercialisation par le biais d'une formation et d'une amélioration des infrastructures – comme les sites de commercialisation et les axes routiers – tout en encourageant la commercialisation groupée.

Systèmes de fourniture de semences

La piètre fourniture de semences et le manque de connaissances chez les semenciers en matière de meilleures techniques de production figurent parmi les principaux obstacles qui entravent l'accès des agriculteurs à des semences améliorées. Pour surmonter ces problèmes, la SAA a soutenu des activités dans les quatre pays phares afin de renforcer les connaissances des techniques de production de graines des semenciers et des vulgarisateurs par le biais d'actions de formation. La SAA s'est associée à différentes sociétés semencières,

stations de recherche, instituts gouvernementaux, universités, réseaux de fourniture de semences et projets de bailleurs de fonds.

En Ethiopie, 20 entreprises semencières communautaires ont été formées à de meilleures techniques de production de semences et mises en relation avec des semenciers de plus grosse taille, comme Ethiopia Seed Enterprise, Oromia Seed Enterprise et Amahara Seed Enterprise. Les associations ont signé un accord avec des communautaires de producteurs les engageant à payer des prix équitables et à fournir des semences en temps utile. Cet accomplissement couronnait les efforts du soutien apporté par SG 2000 à 180 techniciens et 200 agriculteurs formés en méthodologies de multiplication des semences communautaires en 2009. En tout, 3 172 agriculteurs ont bénéficié de cet accord, dont 244 femmes. Les agriculteurs ont gagné un total de 2 266 875 birrs (133 000 dollars US) grâce à cette initiative. Les efforts concertés des Thématiques 1, 2 et 3 ont contribué à la fourniture ponctuelle de semences propres en quantités suffisantes au projet. Le soutien est maintenu afin d'élargir les systèmes de fourniture de semences aux petits producteurs dans d'autres régions d'Ethiopie ; la SAA et le programme SG 2000 ont collaboré avec des experts semenciers régionaux du gouvernement pour former 179 autres formateurs à la production de graines certifiées et pour aider les producteurs de semences sur une base de partage des coûts. Grâce à cette initiative, la production de variétés de semences hybrides et à pollinisation libre a été établie sur 2 457 hectares à travers le pays.

Dans cinq Etats du nord du Nigeria, 30 vulgarisateurs gouvernementaux ont été formés à la production, la certification, le contrôle de la qualité et le conditionnement de semences en vue d'aider les producteurs de semences communautaires. Suite à cette intervention, 35 tonnes de semences ont été produites durant la campagne 2010/11, et 12 tonnes de semences ont été vendues dans l'Etat de Kano. Pour améliorer la qualité des semences distribuées sur le marché dans l'Etat de Jigawa State, SG 2000 a acheté 1,7 tonne de semences de base améliorées pour soutenir le programme communautaire de multiplication semencière.

SG 2000 en Ouganda a soutenu le dynamisme de l'industrie semencière privée en plein essor par le renforcement des capacités de 27 vulgarisateurs (dont trois femmes) répartis dans 16 districts. Les agents ont été formés dans le cadre d'un accord de formation de formateurs (FdF) afin d'aider les distributeurs ruraux

à offrir de meilleurs services de commercialisation et d'informations culturelles. Grâce à une collaboration avec UNADA (Uganda National Agro-input Dealers Association), SG 2000 a recruté un consultant pour former 85 agro-distributeurs en systèmes de fourniture de services de vulgarisation et en agronomie. Deux manuels de formation ont été rédigés – l'un pour aider les agro-commerçants à former des agriculteurs – et l'autre pour leur apprendre à réaliser des démonstrations. SG 2000 a également aidé 68 agricultrices en les mettant en relation avec Pearl Seeds pour faire pousser des semences de base de haricots NABE 12 sur 20 hectares. La compagnie semencière a fourni des conseils pratiques par le biais d'une formation en bonnes techniques de production des semences de haricot.

En Ethiopie, SG 2000 a travaillé avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour promouvoir un environnement plus porteur afin d'encourager l'intervention du secteur privé dans la fourniture de services de vulgarisation agricole. Pour renforcer l'accès des agriculteurs aux semences, SG 2000 s'est associé à l'Université d'Alemaya, l'Institut de recherche agricole, Ethiopia Seed Enterprise, Oromia Seed Enterprise et Amahara Seed Enterprise dans les domaines touchant aux transferts technologiques et à un meilleur accès aux ressources financières et aux marchés pour la production de semences. En Ouganda, quatre établissements financiers, Centenary, Equity, Stanbic et Postbank, ont fourni des services financiers aux agriculteurs liés au programme PAM-P4P par le biais de SG 2000. En tout, 5 601 agriculteurs, dont 3 286 femmes, ont bénéficié de ce dispositif.

Améliorer les compétences

Le renforcement et le développement de stratégies de commercialisation compétitives grâce à l'amélioration des compétences commerciales, managériales, et organisationnelles des groupements de producteurs est un objectif primordial. Au Mali, la commercialisation groupée a démarré et se poursuit dans le cadre du programme P4P. Celui-ci permet aux agriculteurs d'améliorer la qualité de leurs produits et d'accéder



Des agents de la SAA dirigent une formation en leadership à l'intention d'un groupement de femmes dans la région de Ségou au Mali

au crédit. Six organisations de producteurs ont fourni 489 tonnes de millet et 480 tonnes de sorgho au PAM. Le nouveau partenariat avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) dans le cadre du projet de « Développement des capacités post-récolte pour l'accès au marché des petits exploitants dans le Sud du Mali » entend renforcer l'approche par chaîne de valorisation de la SAA. Le principal objectif du projet consiste à mobiliser les groupements de producteurs ruraux qui y participent dans les six cercles de la région de Sikasso, qui sont capables de moissonner des produits de qualité, lesquels sont ensuite stockés dans de bonnes conditions en vue d'une commercialisation groupée – ce qui débouche sur une amélioration des entreprises agroindustrielles rurales. Au Nigéria, la SAA s'est associée à USAID-MARKETS, pour relier 3 000 producteurs de maïs de l'Etat de Kaduna, afin de fournir du maïs de qualité à Grand Cereals and Oil Mills, à Jos. La Thématique 3, en association avec la T1 et la T2, a apporté un soutien technique aux agriculteurs pour les aider à produire du maïs de qualité. Un groupement rizicole, Butalawa, a été mis en relation avec la rizerie UMZA dans l'Etat de Kano pour lui fournir du riz paddy. SG 2000 a renforcé les capacités de 3 000 agriculteurs et trois coopératives agricoles afin de proposer des achats d'intrants en vrac dans les Etats d'Adamawa et de Kaduna.

Des partenariats et des activités du même genre ont eu lieu en Ouganda, avec le PAM - P4P, pour soutenir l'établissement

d'infrastructures durables de marché pour l'écoulement des produits céréaliers des petits exploitants afin de donner aux agriculteurs un meilleur accès aux marchés. En tout, 4 128 petits exploitants représentant six grandes associations paysannes ont été identifiés pour prendre part à ce programme.

L'attitude des organisations paysannes face au changement doit être analysée et définie avant de pouvoir encourager des activités de commercialisation. Les petits exploitants dont les terres cultivées ne font pas moins de 0,8 hectare en moyenne et qui ont une vocation commerciale – les agriculteurs PTP et autres acteurs de la chaîne de valorisation du marché – sont les groupes cibles de prédilection de la Thématique 3. Ces groupes devraient pouvoir bénéficier d'un solide réseau de prestataires, de sociétés d'intrants et de services de développement commercial et ils devraient aussi avoir accès à des services financiers. Dans certains cas, la SAA mènera des audits d'entreprises, en appliquant son approche par chaîne de valorisation, afin d'évaluer les interventions actuelles et futures en termes de durabilité. En exploitant les ressources de la SAA avec des partenaires dans des zones d'intervention clés, les pays phares de la SAA /SG 2000 continueront de saisir des occasions d'interventions stratégiques qui déboucheront sur de meilleures performances commerciales et créeront des opportunités génératrices de revenus pour les petits exploitants au cours des cinq années à venir.



Une agricultrice dotée d'un kit de soutien SG 2000 pour le développement de semences communautaires dans l'Etat de Kano

Activités de production de semences dans les pays phares de la SAA	Nigéria		Ouganda		Ethiopie	
	Année	2009	2010/2011	2009	2010/2011	2009
Semences produites (en tonnes)	NA	35	19	24,9	302	4 914
Semences vendues (en tonnes)	NA	20	10	16,8	302	3 900
Valeur des semences (en \$)	NA	13 000	12 345	20 740	206 079	450 000
Valeur totale (en \$)						704 160

Développement des ressources humaines

Malgré les efforts de développement des ressources humaines déployés par le biais du Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE) et son action auprès de 16 universités et collèges à travers l'Afrique, nous sommes encore confrontés à certains défis pour répondre aux besoins et à la demande émanant du terrain. Tous nos programmes résidentiels actuels à temps plein présentent des faiblesses : une accessibilité limitée, une faible utilisation des TIC, une teneur pas assez axée sur la chaîne de valorisation et un piètre niveau d'inscription de femmes. Tous les programmes déploient aujourd'hui des efforts concertés pour tenter de surmonter ces problèmes. Par conséquent, les nouveaux cursus, de même que les programmes existants, sont développés et révisés sur la base du concept de chaîne de vulgarisation agricole. D'autres modes d'enseignement (télé-enseignements et cours par alternance) sont sur le point d'être lancés. Les universités qui participent au programme, en collaboration avec le personnel de SG 2000, développeront de brefs stages sur le terrain et des modules sur des sujets pertinents pour mettre en valeur les travaux pratiques de SG 2000.

Éthiopie

Un cursus basé sur la chaîne de valorisation pour l'Éthiopie est désormais prêt à démarrer pour être testé cette année dans les universités de Bahir Dar et Hawassa. Le cursus révisé est le fruit d'un long processus qui a impliqué un atelier national de trois jours avec 37 représentants de parties prenantes et une enquête nationale avec des équipes des universités de Bahir Dar, d'Haramaya et d'Hawassa. L'enquête a porté sur 69 représentants d'employeurs, 229 vulgarisateurs en première ligne et 300 paysans. Elle a débouché sur une proposition de cursus provisoire ; un examen du cursus proposé par un examinateur indépendant ; un atelier national de validation par les parties prenantes d'une durée de trois jours, auquel ont participé 76 représentants de parties prenantes ; et la finalisation de la proposition de cursus par un groupe d'experts interuniversitaires.

Dans l'élaboration des programmes et de la teneur des cours, le groupe est guidé par deux considérations majeures. Tout d'abord, les choix sont strictement faits en fonction du groupe cible, c'est-à-dire les paysans et les pasteurs. Après un examen critique, nous nous sommes attachés à mettre en sourdine les théories et les concepts sophistiqués qui ne sont que d'une utilité relative pour les travaux de vulgarisation pratique. La seconde considération importante a été l'adoption de l'approche par chaîne de valorisation, où les opportunités, les contraintes et les défis sont souvent propres à un produit particulier.

Formation à la chaîne de valorisation

Soixante-douze participants à l'atelier national de validation par les parties prenantes ont reçu une formation d'orientation d'une journée au « concept de chaîne de valorisation agricole » dispensée par deux collègues de l'Université de Cape Coast (UCC) au Ghana. Le séminaire a eu un impact considérable sur la prise de conscience des participants. Il a même été formulé une demande de création de « champions » du concept au sein de chacune des universités de l'Éthiopie.

Université d'Haramaya

Les performances des 25 étudiants diplômés en juillet 2011 ont été encourageantes. Deux d'entre eux ont décroché leur diplôme avec mention très bien et huit autres avec mention bien. Le programme a achevé 13 cycles complets – et il est encore très coté.

Le niveau d'inscriptions reste encourageant – et, pour le 15e groupe d'admissions, l'inscription des étudiantes a sensiblement augmenté (23 hommes et 10 femmes). Cela tient à un effort concerté par SAFE et par l'université afin de convaincre plus de femmes à rallier le programme.

L'association des anciens élèves d'Haramaya a vu le jour comme entité juridique à part entière suite à son immatriculation officielle auprès du ministère de la Justice. Son lancement a eu lieu lors d'un atelier organisé à Addis Abeba le 22 février de cette année. L'atelier a été inauguré par le ministre du Tourisme et de la Culture, Amin Abdulkadir, lui-même diplômé du programme de milieu de carrière de l'université d'Haramaya.

Directeur thématique : Deola Naibakelao

« Pour les formations et la teneur des cours de notre nouveau cursus sur la chaîne de valorisation, les choix ont strictement été faits en gardant à l'esprit les groupes cibles – petits producteurs et pasteurs. Après un examen critique, nous nous sommes attachés à mettre en sourdine les théories et les concepts sophistiqués qui ne sont que d'une utilité relative pour les travaux de vulgarisation pratique. »



Nouvelle variété de taro introduite par Dadiso Finta (à gauche) et un étudiant en milieu de carrière à l'Université d'Haramaya en Éthiopie

Le même atelier a vu l'établissement d'une association professionnelle très attendue – grâce à l'enthousiasme du président de l'université, Belay Kassa. L'Association éthiopienne pour le développement rural et la vulgarisation agricole est d'ores et déjà immatriculée comme entité juridique. Depuis, elle a été représentée à un symposium du Forum panafricain sur les services-conseils agricoles (AFAAS), qui s'est tenu à Accra, au Ghana.

Université d'Hawassa

Les admissions ont atteint un nouveau pic de 38 étudiants, dont deux femmes – ce qui traduit la demande soutenue pour le programme en Éthiopie. L'effectif idéal pour ce programme intensif pour le personnel est de 30.

Un atelier couronné de succès sur les SEP (Stages supervisés en entreprise) s'est déroulé en janvier 2011 à l'occasion duquel les étudiants ont reçu un retour d'impressions de leurs enseignants mais aussi des représentants

de SG 2000. Plusieurs stages d'étudiants ont été directement liés aux travaux de SG 2000 suite aux conférences données par du personnel de SG 2000 pendant l'année. De l'avis général, les projets mettaient davantage l'accent sur l'agriculture plutôt que sur l'élevage et la valorisation.

Ouganda

Finalement, la proposition d'une version à distance du programme de milieu de carrière a été approuvée par l'Université de Makerere. Le processus d'agrément a pris du temps car il fallait faire intervenir le Département de téléenseignement de l'Université. Le programme sera géré conjointement par le Département d'études de vulgarisation et d'innovation au Collège d'agriculture et de sciences environnementales et par le Département de téléenseignement à l'Institut d'éducation continue. Le programme donne accès au diplôme de Licence en innovation agricole et rurale (BARI).

Le personnel a repris le processus d'élaboration/rédaction des modules qui avait été suspendu en raison de la lenteur de la procédure d'agrément de la proposition de BARI à distance. Deux ateliers de formation ont été organisés à l'intention du deuxième groupe de rédacteurs de module durant le premier semestre de 2011.

Nigéria et Mali

Durant la session universitaire 2010/2011, les programmes SAFE se sont lancés dans un processus de révision des cursus afin de répondre aux besoins émergents des agriculteurs et des professionnels de la vulgarisation dans la sous-région. Suite à des ateliers d'évaluation des besoins des parties prenantes, organisés au Nigéria et au Mali en 2009, et à l'issue d'une enquête du même ordre menée au Nigéria la même année, un atelier technique a été organisé à l'Université de Cape Coast (UCC) en 2010 qui insistait sur la chaîne de valorisation et son intégration dans les cursus des programmes SAFE. Cet effort a été conjugué à un atelier analogue organisé au Mali pour les pays francophones du programme SAFE en Afrique de l'Ouest.

Nouveaux programmes

- Université d'Ilorin, Nigéria : un projet de cursus de licence en « Vulgarisation agricole et développement communautaire » a été validé lors de l'atelier organisé au niveau des parties prenantes et agréé par l'université.
- Université de l'Etat d'Adamawa, Nigéria : le cursus de licence en « Vulgarisation agricole et innovations » est prêt et il a reçu l'agrément de la faculté et du Sénat ; un mini-atelier de validation au niveau des parties prenantes a été organisé et des invitations à s'inscrire ont été distribuées en août.
- Les deux cursus sont des programmes spécialisés, à temps plein (sur trois ans), orientés sur la chaîne de valorisation et offrant une option de spécialisation.
- Formule :
 - trois semestres de cours d'ordre général
 - deux semestres de spécialisation
 - un semestre de stage en entreprise (SEP)

Statistiques SAFE, septembre 2011

Licence et diplôme de milieu de carrière	Diplômés	Inscrits	Total
Université de Cape Coast, Ghana (licence)	397	52	449
Collège agricole de Kawadaso, Ghana (diplôme)	462	51	513
Haramaya, Éthiopie (licence)	364	63	427
Hawassa, Éthiopie (licence)	81	73	154
Makerere, Ouganda (licence)	184	111	295
Sokoine, Tanzanie (licence)	500	339	839
IPR/IFRA, Mali (maîtrise)	109	75	184
Centre Samanko, Mali (diplôme)	77	53	130
Ahmadu Bello, Nigéria (licence)	88	49	137
Bayero University-Kano, Nigéria	32	95	127
Abomey-Calavi, Bénin (licence)	67	34	101
Bobo-Dioulasso, Burkina Faso (licence)	37	36	73
Bunda College, Malawi (licence)	39	23	62
Total partiel	2 437	1 054	3 491
BOURSES D'ÉTUDES	Diplômés	Inscrits	Total
Diplôme	6	0	6
Licence	32	0	32
Maîtrise	59	2	61
Doctorat	5	4	9
Total partiel	102	6	108
Total général	2 539	1 060	3 599



Étudiants en milieu de carrière faisant leurs devoirs dans le laboratoire informatique du Collège Samanko au Mali

Nouveau modèle de partenariat : « Modèle de partage des coûts au Nigéria »

En 2010, les autorités de l'Etat d'Adamawa ont débouché leur contribution à la mise en œuvre du programme SAFE à l'Université de l'Etat d'Adamawa, Mubi. Le programme a démarré en septembre – le SAFE ayant aussi débouché sa contribution aux activités du programme en 2011. Un comité a été mis sur pied afin de gérer les activités du programme avec des représentants du ministère de l'Éducation supérieure, du ministère de l'Agriculture au niveau de l'Etat, de la Faculté d'agriculture de l'Université et du programme SAFE.

Le programme SAFE à l'Université de l'Etat d'Adamawa devrait doper le taux d'admission de professionnels de la vulgarisation en milieu de carrière dans les Etats d'Adamawa, Gombe, Bornou, Jigawa – et d'autres Etats dans ce secteur de recrutement du nord-est du Nigéria. Pour sa part, le début du programme à l'Université d'Ilorin permettra d'améliorer le taux d'admission dans le centre, le sud-est et le sud-ouest du Nigéria.

Les SEP comme outil de résolution des problèmes sur le terrain

Au Nigéria, le développement du module se déroule sur deux niveaux – au niveau du terrain et au niveau du milieu de carrière à l'université. Au niveau du terrain, l'Université Bayero à Kano (BUK) collabore actuellement avec le personnel de SG 2000 afin d'identifier des thématiques pour le développement du module de terrain pour le Projet de développement agricole (ADP) de l'Etat de Jigawa. Pour sa part, l'Université de l'Etat d'Adamawa procède de même pour l'ADP de l'Etat d'Adamawa.

Par le biais du Fonds de contrepartie de l'Etat, SG 2000

va financer les projets SEP des étudiants de dernière année à BUK et à ABU à partir des Etats d'Adamawa et de Jigawa.

Par la suite, SG 2000 a l'intention d'impliquer les étudiants en milieu de carrière dans leurs différentes démonstrations et dans l'évaluation des besoins par le biais des SEP.

Des groupes d'anciens élèves dynamiques

Les groupes d'anciens élèves du programme SAFE se développent et mûrissent en Afrique de l'Ouest. Les groupes et associations d'anciens élèves ont renforcé la promotion du programme par le biais de leurs publications et de leurs réunions annuelles. Les membres de l'association ont aussi contribué à superviser les projets SEP des étudiants dans les différentes régions, ce qui a rendu la supervision moins ardue pour les enseignants et leurs employeurs. Au niveau des pays, les activités suivantes ont été mises en œuvre :

- Mali – Deux conférences ont été organisées sur :
 - L'expérience en vulgarisation agricole (146 participants)
 - La sécurité alimentaire par le biais de l'amélioration de la productivité agricole et la diffusion d'innovations (216 participants). Un papier a été présenté par des participants issus du Burkina Faso sur la pollution et l'importance des produits bio.
 - La formation des membres à l'approche par chaîne de valorisation.
- Bulletins – Trois éditions ont été publiées par les anciens élèves de SAFE (Bénin, Burkina Faso et Mali) sur :
 - La parité et le leadership
 - La vulgarisation, et
 - La gestion de l'association

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination

L'importance du SE&A est fort bien résumée dans son objectif principal qui consiste à « mettre en place des systèmes informatisés de gestion de l'information et des connaissances qui permettent l'adaptation, la modification et le changement des technologies et des approches, l'amélioration des performances et des impacts ; et une communication ponctuelle des enseignements et des meilleures pratiques pour une prise de décisions fondée sur la preuve. »

En bref, la SAA devient de plus en plus une organisation axée sur les preuves.

Cet impératif a trouvé un nouvel élan du fait de la nécessité de suivre et d'évaluer les impacts des travaux de la SAA imposée par la Nippon Foundation, le bailleur de fonds de la SAA, qui a fait appel aux services du Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) en 2006 en vue de concevoir et de mettre en œuvre un projet sur cinq ans destiné à mesurer les résultats et les impacts de ses investissements dans deux pays phares de la SAA – l'Éthiopie et l'Ouganda.

Les produits de SE&A issus de ce projet n'ont été que faiblement utilisés – ce qui s'explique en partie par le manque d'institutionnalisation des systèmes de SE&A au sein de la SAA.

On espérait que la Thématique 5 s'appuierait sur le projet CIMMYT pour développer des outils, des activités et des produits de suivi des systèmes. Par conséquent, au départ, les principales activités étaient la conception d'outils et de méthodes d'évaluation, la sélection et le recrutement d'équipes nationales ainsi que la formation et le renforcement des

Formation d'enquêteurs et d'agents de développement à la collecte de données dans le *woreda* d'Aleta Wendo, au Centre de formation agricole (CFA) de Homecho Waieno en Éthiopie



capacités des nouvelles équipes. Des coordonnateurs des thématiques et des chargés de programme ont maintenant été recrutés pour les quatre pays phares – ce qui donne un total de 12 membres du personnel à plein temps.

Renforcement des capacités

Au début de cet exercice, la SAA n'avait pas de cadres logistiques thématiques ou nationaux en place et si les nouveaux membres du personnel disposaient certes de compétences diverses et variées, il existait des lacunes évidentes dans leur aptitude à faire avancer les activités de SE&A. En outre, l'année de référence pour évaluer les impacts de la SAA et de ses partenaires n'avait pas été définie en raison de la durée inégale de leur présence dans les quatre pays phares. Ainsi, l'Éthiopie et l'Ouganda disposaient d'une longueur d'avance en raison de leur expérience avec le projet CIMMYT. Finalement, le simple fait d'avoir de bons rapports de suivi et d'évaluation des impacts n'était pas suffisant – ils devaient être systématiquement utilisés par les équipes de la SAA/SG 2000 et leurs résultats devaient s'appliquer de façon concrète dans tous les programmes.

Les préoccupations ci-dessus ont fait l'objet d'une étude lors d'ateliers sur les concepts et procédures, portant sur les Thématiques 2 et 3, à Addis Abeba l'an dernier. Ces ateliers ont marqué un véritable tournant pour la SAA et la Thématique 5 en particulier – d'autant plus qu'ils ont

Directeur thématique :
Justine Wangila

« L'élaboration de systèmes SE&A est gourmande en ressources car elle prend du temps et nécessite des moyens humains appropriés – c'est la raison pour laquelle son démarrage a été plus lent que prévu, notamment sur les enquêtes de référence sont en cours ; et le personnel est désormais en place pour produire un flux de statistiques, d'informations et de données probantes précieuses d'ici à la fin de l'année. »



identifié un besoin de formation en cadres logistiques pour tous les membres du personnel et la direction thématique et nationale de la SAA/SAFE.

Au cœur des activités de SE&A figurent des instruments et des outils pour différentes enquêtes et évaluations – susceptibles d'être adaptés pour être utilisés en Éthiopie, au Mali, au Nigéria et en Ouganda. Ils couvrent des sujets comme les besoins technologiques des agriculteurs et leurs contraintes, la formation des agents de vulgarisation et la faisabilité des entreprises CFA (Centres de formation agricole). Le SE&A participe également à des activités non financées par la Nippon Foundation comme le programme Achats pour le progrès du Programme alimentaire mondial (PAM-P4P) en Éthiopie, au Mali et en Ouganda, le projet USAID-Markets, et N2Fix for Africa au Nigéria. Il existe d'autres programmes comme le programme post-récolte de l'AGRA et celui d'INTSORMIL CRSP (*International Sorghum and Millet Collaborative Research Support Program*) au Mali, ou encore le projet de l'Agence du Japon pour la coopération internationale (JICA) portant sur des coopératives de femmes et la culture de riz en Éthiopie. Les interventions basées sur les besoins des agriculteurs et des pasteurs

Activités par pays

En Éthiopie, les activités de SE&A se sont principalement axées sur le projet intitulé « Renforcement de la fourniture de services de vulgarisation en Éthiopie » financé par la FBMG, et sur les activités soutenues par la JICA et la Nippon Foundation. Pour ce qui concerne les activités financées par la FBMG, un point de départ a été le statut des CFA, avec la conception d'outils d'évaluation et l'analyse des données et des informations à présenter aux principaux partenaires, au ministère de l'Agriculture, à Oxfam America et à la SAA. Un résultat clé a été le besoin de viabilité financière à long terme des CFA outre leur importance en tant que centres de formation et de diffusion des connaissances pour les agriculteurs. Pour identifier les besoins des agriculteurs et des pasteurs, une évaluation des besoins a été entreprise dans 52 CFA répartis dans 18 *woredas* (districts) et elle a débouché sur la conception

constituent aussi un élément vital du projet de la Fondation Bill et Melinda Gates en Éthiopie.

Une étude récente gérée par la Thématique 5 SE&A a été commanditée par la SAA sur « l'Émergence et la croissance du riz en Afrique : le cas de la Guinée, du Mali et de l'Ouganda. » Les résultats préliminaires montrent la contribution substantielle faite par la SAA à la production rizicole en Ouganda. Parmi ces résultats, on peut citer la mise au marché de variétés et la multiplication des semences, particulièrement avec les systèmes de fourniture d'intrants du riz NERICA, le renforcement de la fourniture de services de vulgarisation, le transfert technologique par le biais de démonstrations de production de riz et l'amélioration de la manutention et du traitement post-récolte. Les résultats ont engendré un renforcement impressionnant de la chaîne alimentaire, y compris des interactions avec le marché et avec des institutions de crédit.



Atelier de parties prenantes SE&A dans l'Etat de Kano au Nigéria

d'outils et d'instruments destinés au projet. De fait, le SE&A a été le fer de lance du projet de la FBMG – une opération très complexe à plusieurs partenaires – avec le perfectionnement d'instruments et d'outils d'évaluation des besoins cette année, couvrant des domaines tels que le profil agricole général du *woreda*, l'agriculture dans les *kébélés* (unités administratives) – les contraintes et besoins en termes de cultures, d'élevage, d'opérations post-récolte, d'agroindustrie et de commercialisation ; des questionnaires à l'intention des agents de développement (AD) et des entreprises susceptibles d'être établies au niveau des CFA, ainsi que des questionnaires destinés aux agriculteurs eux-mêmes. Les contrôleurs, à l'issue de la formation nécessaire, se sont rendus dans les régions où ils ont recruté et formé des enquêteurs pour réaliser l'évaluation des besoins dans 52 *kébélés*, 52 CFA, et 18 *woredas* dans dix régions de l'Éthiopie – avec la participation de 936 agriculteurs. En tout, 166 AD et 100 enquêteurs ont recueilli des données.

Des informations ont été réunies pour chaque CFA avant la saison des « longues pluies » (*meher*). De nouveaux rapports d'évaluation des besoins ont été produits pour les CFA dans chaque *woreda* et sont maintenant peaufinés avant d'être publiés et largement distribués.

Le SE&A a également entrepris de brèves enquêtes de terrain sur les activités des Thématiques 1 et 2 financées par la Nippon Foundation dans six sites sélectionnés couvrant le programme SG 2000 dans la Région des nations, nationalités et peuples du Sud (SNNP) et l'État d'Oromia en Éthiopie. Un soutien technique a été accordé aux enquêtes de référence menées auprès des coopératives de femmes financées par la JICA.

Le SE&A a débuté ses opérations pratiques au Mali l'an dernier avec la collecte et le traitement de données de référence sur les parcelles à option technologique (TOP) et les démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD). Des

données ont été recueillies dans le cadre des *Initiatives intégrées pour la Croissance Économique au Mali* (IICEM), un programme de soutien portant sur 4 000 ha sous millet, sorgho et maïs, et des PVAA (Plateformes de vulgarisation et d'apprentissage agricoles) – alors que la formation des AVC (Agents de vulgarisation communautaires) et des FC (Facilitateurs communautaires) était entreprise en soutien aux PVAA. On a également procédé à une évaluation des besoins en termes de manutention post-récolte et d'agroindustrie dans des villages sélectionnés. Un document factuel sur SAA/Mali a été produit qui revenait sur la période 1996 à 2010.

Parallèlement à la Thématique 2, le SE&A a développé des propositions pour l'évaluation de la chaîne de valorisation de l'arachide et du fonio à Selingué et Kondogola. L'accès étant mis sur les activités pratiques dans le cadre du projet P4P du PAM, le SE&A a participé au recrutement et à la supervision des agents de suivi du P4P et il a pris part à l'évaluation à mi-parcours des activités du programme PAM P4P dans les régions d'intervention de la SAA au Mali. Une série de séminaires et de séances de formation ont renforcé la base de suivi et d'évaluation au Mali.

Le SE&A a débuté plus tard au Nigéria – mais des volumes considérables de données et d'informations recueillies en 2009 sont désormais accessibles. Le SE&A a participé à une enquête sur l'identification et l'analyse des parties prenantes auprès des universitaires, du département de l'Agriculture, de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), des projets de développement agricole (ADP) dans les États de Kano, Jigawa, Bauchi, Gombe, Adamawa et Zamfara, le projet USAID-Markets et d'autres collaborateurs. Les résultats serviront au renforcement des capacités techniques lorsque cela sera nécessaire. Le SE&A a aussi organisé un atelier des parties prenantes d'une journée réunissant tout un

éventail d'acteurs, y compris la SAA, les coordonnateurs nationaux de SG 2000 et les équipes de SE&A des ADP de six États. L'objectif était de sensibiliser les intéressés aux approches SE&A de la SAA, tout en permettant à la SAA d'en savoir plus sur les travaux de S&E des différents États.

L'équipe SE&A s'est rendue dans six États pour planifier la collecte des données de référence. De conserve avec des parties prenantes, le SE&A a recruté et formé des contrôleurs et des enquêteurs à la collecte de données de référence – des enquêtes étant réalisées dans un premier temps dans les États d'Adamawa et de Jigawa.

Ouganda

En Ouganda, un atelier d'une journée sur l'harmonisation des outils de référence a été organisé et la collecte des données a progressé – les résultats seront disponibles d'ici à la fin de l'année. L'évaluation des besoins a été entreprise sur les systèmes post-récolte et l'agroindustrie pour faciliter la mise en place d'une PHELP (Plateforme d'apprentissage et de vulgarisation post-récolte) dans le district de Ntungamo. Cette activité a nécessité le pré-test des outils génériques d'évaluation des besoins, la collecte

de données dans les sous-comtés de Ntungamo et d'Itojo, et auprès des paroisses des deux sous-comtés, de huit agents de vulgarisation et de 216 agriculteurs. À l'aide d'un questionnaire, l'étude a fourni des informations sur les principales cultures ; les technologies utilisées ; l'accès au marché et les contraintes rencontrées. Le SE&A a aussi soutenu la Thématique 3 (promotion des partenariats public-privé) sur le développement des inventaires des associations partenaires, entrepreneurs, établissements financiers et organisations public-privé impliqués dans les semences, les cultures et les intrants agroalimentaires. Le SE&A a également mis la main à la pâte dans le cadre de l'organisation de la Réunion de planification SAA pour l'Ouganda en 2011, réunissant des parties prenantes de premier plan, comme le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et des pêches (MAAIF), et des petits exploitants agricoles. Des progrès ont aussi été réalisés dans l'ouverture d'un dialogue avec l'Organisation nationale de recherche agricole (NARO), les services-conseils nationaux pour l'agriculture (NAADS), le Bureau ougandais des statistiques, l'IITA, l'Action Innovation contre la pauvreté (IPA) et le PAM. Ce dialogue a débouché sur un atelier des parties prenantes de la thématique SE&A en juin. Des problèmes tels que la normalisation et l'amélioration de la fonction de rapportage par les coordonnateurs de district de SG 2000 ont été abordés.

Lors d'une formation en préparation de la campagne de production agricole, l'équipe SE&A s'est concentrée sur la collecte de données, le rapportage et les compétences de gestion, notamment la tenue élémentaire de registres. Quelque 4 864 agriculteurs des districts de Lira, Mukono, Luwero, Jinja, Tororo et Wakiso ont pris part à cette formation et la moitié d'entre eux étaient des femmes.



Formation pratique à l'emploi d'un GPS (*Global Positioning System*) pour la localisation et la cartographie au quartier général de la SAA au Mali, à Bamako.